



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

→ *Sylvain*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique**

Arrêté n° 139-DDPP-24 portant mise en demeure de respecter les valeurs limites d'émission et de réaliser des travaux de mise en conformité de la cuve extérieure de stockage des produits lessiviels

**Société FEDERAL MOGUL IGNITION PRODUCTS
Rue Joanny Desage à Chazelles sur Lyon (42140)**

Le Préfet de la Loire

Vu le titre 1er du livre 1 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L 171-8,

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-201 du 13 juillet 2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°19789 du 6 juillet 2004 réglementant les activités de la société Federal Mogul Ignition Products pour son établissement sis Rue Joanny Desage à Chazelles sur Lyon,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°172-DDPP-19 du 3 mai 2019 encadrant les rejets des effluents aqueux de la société Federal Mogul Ignition Products,

Vu l'arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 mai 2024, établi à la suite d'une inspection du 29 mars 2024, constatant que la société Federal Mogul Ignition Products :

- ne respecte pas les valeurs limites d'émission en nickel et azote global imposées par l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2019,
- n'est pas en capacité de contrôler à tout moment l'étanchéité de l'enveloppe primaire de la cuve de stockage de produits lessiviels et ainsi ne respecte pas les prescriptions de l'article 20-I l'arrêté ministériel du 9 avril 2019,

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral faite à l'exploitant ;

Vu la réponse formulée par l'exploitant, par courrier du 13 mai 2014 ;

Considérant que cette non-conformité a été notifiée à l'exploitant par rapports à l'issue d'inspections réalisées en 2022 et 2023 sans que des travaux de mise en conformité soient engagés,

Considérant que les conditions d'exploitation présentent un risque de pollution pour les eaux et les sols,

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire

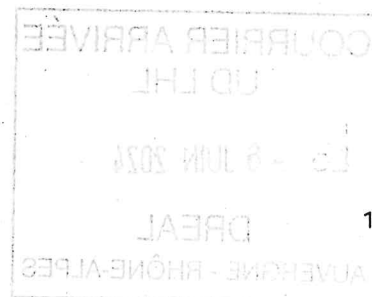
ARRETE

Standard : 04 77 43 44 44

Télécopie : 04 77 43 53 02

Site internet : www.loire.gouv.fr

Immeuble « Le Continental », 10 rue Claudius Buard CS 40272 - 42014,
Saint-Etienne Cedex 2



Article 1 :

La société Federal Mogul Ignition Products est mise en demeure, pour son installation rue Joanny Desage 42140 Chazelles sur Lyon, de respecter les valeurs limites d'émission fixées par l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2019 pour les paramètres nickel et azote global.

Pour ce faire, l'exploitant adressera à l'inspection un plan d'actions avant le 30 juin 2024. Ce plan sera accompagné d'un échéancier, il visera un objectif de mise en conformité des rejets au 31 décembre 2025. Les délais indispensables à chacune des principales étapes identifiées seront argumentées. Ce plan pourra être progressivement mis à jour pour tenir compte des résultats obtenus à l'issue de chaque action, y compris les résultats de l'étude milieu (cas du nickel).

Article 2 :

La société Federal Mogul Ignition Products est mise en demeure, pour son installation rue Joanny Desage 42140 Chazelles sur Lyon, de réaliser des travaux de mise en conformité de la cuve extérieure de stockage des produits lessiviels afin de respecter la prescription de l'article 20-I de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 qui précise : « L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment » sous un délai de 2 mois.

Article 3 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4. Information des tiers (art. R.171-1 du code de l'environnement)

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Publicité

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Chazelles sur Lyon et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Chazelles sur Lyon pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de Chazelles sur Lyon fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction départementale de la protection des populations, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 - Délais et voies de recours (Art. L.171-11 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de LYON, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 7 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur départemental de la protection des populations de la Loire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées et le maire de Chazelles sur Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.



Saint-Étienne, le

12 9 MAI 2024

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER